

Déclaration publique et politique du mouvement libertaire de Bolivie

16-12-2012

Contre l'enfermement de nos compagnons libertaires Liberation immédiateLe 29 mai 2012 à La Paz en Bolivie, ont été détenus et faussement accusés de terrorisme (incendie d'une caisse automatique), 10 compagn(e)ons libertaires : parmi lesquels, 2 ont eu une peine d'emprisonnement et 2 autres une mesure d'arrêt à domicile.

Le gouvernement tient comme preuve pour ces dits actes de "terrorisme" : patche de tissus, drapeau (rouge noir et wiphala), textes et pamphlets, fazine, revues, une vieille arme à feu, et une petite quantité de marijuana. Où sont les bombes ? En Bolivie des centaines de jeunes possèdent diverses littératures anarchistes, patche et marijuana, pour autant sont-ils des "terroristes" ? De plus les preuves furent récoltées dans des conditions plus que troubles et de manière illégale. Où sont ne serait-ce que les mandats de perquisition ? Le gouvernement affirme que les accusés furent découverts via des publications sur internet. Depuis quand une publication sur un blog devient, en soi, une preuve de culpabilité ? Le ministre Romero affirme que " cette vague d'attaque violente a pour finalité de provoquer la terreur au sein de la population ". Pourtant qui cause véritablement la terreur en réprimant la marche des communautés du Tipnis, en matraquant hommes, femmes, enfants et vieillards ? N'est-ce pas plutôt "eux" qui avec ces arrestations injustifiées provoquent la terreur dans la population : terreur d'être arrêté pour protester, terreur d'être arrêté pour s'opposer au gouvernement, terreur d'être arrêté pour se solidariser avec la lutte du Tipnis. Pourquoi le gouvernement a monté un grand spectacle médiatique et présenté les accusés comme "des terroristes dangereux, membres d'un réseau international" alors que les charges de ces fausses accusations ne sont en réalité que des "attaques à la propriété privée" "incendie" ou "acte de vandalisme" ? Le mouvement libertaire se prononce en solidarité avec ses compagnes et compagnons injustement détenus, victimes de la répression de l'Etat . Répression qui abat contre ceux qui manifestent aujourd'hui leur mécontentement en se mobilisant légitimement contre les politiques étatiques, anti populaires. Nous appelons les organisations, les collectifs et individus à se solidariser et dénoncer par tous les moyens possibles ces actes qui peuvent être commis contre n'importe quel militant du mouvement social. Nous, communautés, organisations, collectifs et individus autonomes, concernant l'incarcération et la détention à domicile, les mauvais traitements et fausses accusations à l'encontre de nos compagnons Nina, Henry, Vico et Renato, dénonçons :La politique de l'Etat qui disqualifie, menace, réprime, arrête ou tue les voix dissidentes se fait de plus en plus évanescentes. Nous dénonçons la répression injustifiable des compagnons indigènes qui ont été faussement accusés de séquestration et tentative de meurtre alors qu'ils exigeaient leur droit : droit de liberté de circulation et accès à l'eau. Nous dénonçons la torture et l'incarcération de syndicalistes en lutte pour la défense de leurs droits, le sequestre et l'incarcération sans jugement des autorités indigènes qui défendent le territoire de leur communauté contre les intérêts de la mega Société Minière Transnationale et la répression sanglante dans la communauté de Mallku Khota, l'incarcération d'étudiants pour avoir lancé des ballons de peinture lors d'une manifestation, la répression de la huitième marche des indigènes de l'orient, et toutes cette politique de répression et de terreur. C'est dans cette logique de menace et de criminalisation des luttes que nos camarades libertaires ont été faussement accusés de terrorisme et incarcérés ou enfermés à domicile : pour vouloir vivre et penser librement. Les compagnons arrêtés ne sont pas membres du groupe FAI/FRI qui a revendiqué les attentats. Les tactiques de discrimination et de pression sont le propre des états fascistes qui veulent répandre la peur contre ceux qui défendent la vie. Or nous sommes partie prenante de ces luttes aujourd'hui et toujours . Nous voyons comment le gouvernement Moralès qui se dit indigène et populaire, dans le simple but de se maintenir au pouvoir, use aujourd'hui de toutes ses forces pour défendre les intérêts des grandes transnationales, des banques, des patrons, des grands propriétaires fonciers et immobiliers et du pouvoir capitaliste en général. Nous voyons comment il réprime arrête et méprise les personnes qui résistent à ce système néo libéral, exploiteur, extractiviste, patriarcal et violent. Nos réseaux de solidarité, de résistance, d'échange de savoirs, d'autonomie et de communautés ne sont pas des cellules terroristes comme veulent le faire croire les gouvernements et leur medias pour invisibiliser les conflits qui se vivent dans le pays. Les contradictions d'un gouvernement qui se veut émancipateur et impose violemment des politiques de destruction et de persécution, engendre problèmes et mécontentement et amène les luttes sociales en Bolivie à se massifier. Maintenant, le gouvernement interdit les réunions et manifestations, donnant une image extérieure de fausse harmonie en Bolivie. Si tous ceux qui luttent, indianiste anarchistes, communautaristes, libertaires, féministes, anti-autoritaires, anti-capitalistes, si nous qui pensons, questionnons, vivons, résistons à cette logique de pouvoir et domination, nous sommes "terroristes" les prisons ne seront pas assez grandes pour enfermer le peuple. Les terroristes ce sont eux : Etats capitalistes, oligarques et saccageurs. Liberté immédiate pour nos compagnons ! Solidaires de toutes ces luttes, Nous appelons à un mouvement généralisé contre les politiques criminelles. Collectifs et individus anti-autoritaires, En pleine résistance, qollasullu-bolivia , mayo 2012 5519 , abya yala